ABONNEMENT.

Saumur : 30 fr. par an, 16 fr. six mois, 9 fr. trois mois. Poste : 35 fr. par an, 18 fr. six mois, 10 fr. trois mois.

On s'abonne : A SAUMUR, Au bureau du Journal, en envoyant un mandat sur la poste, et chez tous les libraires.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

INSERTIONS.

Annonces, la ligne... 20c. Réclames... 30c. Faits divers... 75c.

RESERVES SONT FAITES. Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, A L'AGENCE HAVAS 8, place de la Bourse,

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

SAUMUR

6 Octobre 1882.

Chronique générale.

Dans le conseil de cabinet tenu, hier matin, au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Duclerc, le garde des sceaux a soumis à l'approbation de ses collègues son projet de loi de réorganisation judiciaire.

En voici les grandes lignes : L'inamovibilité est supprimée, sauf pour les magistrats de la cour de cassation ; Le recrutement du personnel judiciaire aura lieu par voie de nominations émanant du gouvernement ; Les magistrats pourront être atteints disciplinairement, même révoqués, mais seulement après que le ministre de la justice aura obtenu un avis conforme d'un conseil supérieur de la justice qui sera composé en majeure partie des membres de la cour de cassation.

Ce conseil supérieur n'aura donc pas à statuer sur l'appel des magistrats frappés disciplinairement — ainsi qu'on l'a dit par erreur — mais bien à donner au préalable son avis sur la décision ministérielle.

Les juges de tout rang auront droit à la retraite à l'âge de 60 ans. Toutefois, ceux qui, sans atteindre cet âge, compteraient 30 années de services, pourront demander leur mise à la retraite.

Enfin le personnel de la magistrature sera divisé en trois classes, au point de vue du traitement, avec allocations supplémentaires ou indemnités de séjour pour certains sièges.

Le projet hybride paraît avoir obtenu l'assentiment du conseil.

Après qu'il aura subi quelques modifications de détail réclamées par divers membres, il sera imprimé et déposé sur le bureau de la Chambre dès la rentrée.

La magistrature. — Voici quel serait, d'après l'Événement, le complément des lignes générales du projet de M. Devès sur la réforme de la magistrature :

Mise à la suite des magistrats, comme cela a lieu pour les officiers de l'armée ;

Droit pour le ministre de la justice de déplacer les magistrats, tout en les maintenant dans la même classe ;

Uniformité des traitements pour les magistrats de même classe, sauf des indemnités de séjour dans certaines villes.

On voit donc que le projet de M. Devès, s'il était adopté, serait une véritable militarisation de la magistrature.

Le ministre des affaires étrangères a, nous dit-on, recommandé à nos ambassadeurs auprès des grandes puissances d'appuyer les efforts des représentants anglais dans le sens du règlement, par l'Angleterre seule, de la question égyptienne.

M. Duclerc espère qu'en écartant l'Europe du règlement de cette question l'Angleterre la résoudra d'accord avec nous, et, par conséquent, en tenant compte de nos intérêts.

Mais, d'autre part, on est persuadé dans le monde diplomatique que le contrôle anglo-français sera sacrifié par l'Angleterre et remplacé par la seule surveillance de cette dernière puissance sur la portion des revenus égyptiens affectée au paiement de la dette.

Les députés qui reviennent de leurs départements sont unanimes à déclarer que le vote de la Chambre, en faveur de la non intervention en Égypte, a reçu la plus entière approbation de la part du corps électoral.

D'autre part, l'opinion publique en province commence à se familiariser avec l'idée de la division du parti républicain en deux groupes parfaitement distincts : les libéraux et les autoritaires.

On estime en général que si, par suite des intrigues de couloirs, ce nouveau groupement ne se produisait pas au sein du Parle-

ment, les électeurs se chargeraient eux-mêmes de le réaliser, quel que soit d'ailleurs le mode de scrutin suivant lequel se feront les nouvelles élections. (France.)

On assure que la formation d'un ministère des colonies est aujourd'hui résolue par le gouvernement. Le titulaire de ce portefeuille serait M. Lenoël, sénateur de la Manche.

On signale un fait odieux qui s'est passé, dimanche dernier, dans la commune de Floing (Ardennes).

Des enfants de l'école laïque, ouverte depuis la veille, ont traîné dans les ruisseaux le Christ de l'école qu'ils ont attaché à un bout de corde.

Voilà le nouvel enseignement des écoles laïques.

Le procès de la rue de la Lune. — Avant-hier est venu, devant le président de la chambre des référés, M. Thureau, la demande en réintégration de domicile formée contre le préfet de la Seine par les Sœurs de la rue de la Lune. L'assistance était très-nombreuse. M. Hémar, ancien avocat général à la Cour d'appel de Paris, s'est présenté pour soutenir la revendication des Sœurs, et, sur sa demande, l'affaire a été remise à aujourd'hui vendredi.

Le groupe Ferry. — Il serait de nouveau question de la formation d'un nouveau groupe républicain, qui s'intitulerait le groupe des indépendants et qui serait présidé par M. Jules Ferry. Il aurait pour but de constituer, avec l'Union républicaine, une majorité gouvernementale et au besoin de contenir la politique de M. Gambetta dans les limites d'un programme républicain modéré.

Un député négrier. — La Vérité croit savoir qu'une interpellation sera adressée au mi-

nistre de la marine, à la rentrée des Chambres, sur la traite des nègres et leur exploitation dans les colonies françaises.

D'après le même journal, « certain député des colonies que l'on choye fort à Ville-d'Avray, qui semble devenu pour les opportunistes l'instrument nécessaire, « aurait fait sa fortune dans ce commerce un peu trop africain.

Une simple question : Voilà déjà huit jours qu'un journal républicain, le Paris, a signalé les fraudes commises par M. Daniel Wilson, président de la commission du budget, au détriment du fisc.

En vertu de quel privilège M. Wilson n'est-il pas encore poursuivi ?

Est-ce que par hasard il suffirait d'être le gendre de M. Jules Grévy pour être au-dessus des lois et à l'abri des désagréments de la police correctionnelle ?

S'il en était ainsi, nous conseillerions à M. Wilson de créer une petite usine où se pratiquerait en grand le lavage et la vente des timbres-poste oblitérés.

Avec le patronage du Président de la République et la bienveillante tolérance de M. Cochery, il ne pourrait manquer de réussir.

Nous lisons dans le National : « On n'a pas oublié les articles odieux du Pensiero de Nice, articles qui provoquèrent, il y a quelques mois, un véritable soulèvement de la conscience publique.

» Sous la pression de l'opinion, le garde des sceaux, M. Humbert, donna l'ordre de poursuivre l'auteur de ce crime de lèse-nation. Mais les gens bien informés soutenaient que l'instruction n'aurait pas de suite, M. Borriglione, maire de Nice et député, couvrant de sa protection l'écrivain qui conviait les Italiens à nous reprendre Nice et la Savoie.

» La vérité est qu'il en a été des poursuites du Pensiero comme du reste. De peur de se créer des embarras, le gouvernement et le préfet ont préféré faire les morts.

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

La Vengeance de Geneviève

PAR Mlle CLAIRE de CHANDENEUX.

CHAPITRE VI (Suite.)

Geneviève, jusque-là muette, réprimanda les petits indiscrets, d'une voix si douce qu'il leur parut n'avoir jamais entendu leur mère parler si tendrement, même en ses meilleurs jours. — Mes amis, vous dites des choses sottes... ce qui m'étonne d'enfants intelligents ; et des choses dures... ce qui est mal de la part de bons coeurs. Vous demandez des bonbons, comme si vous ne saviez pas, d'abord, que cela montre le défaut de gourmandise.

— Je ne suis pas gourmand, se défendit Françoise. — Ensuite, où voulez-vous que votre père, qui est seul et souffrant, prenne les petites douceurs qu'une femme et des enfants dévoués entretiennent dans une chambre de malade ? Pour qui, puisque vous êtes loin, garderait-il des jouets et des friandises ?... Qui soigne ses habits ?... Qui s'occupe de son bien-être ?... Le savez-vous ?

— Je ne sais pas, non, dit l'aîné timidement.

— C'est les domestiques, dit le plus petit.

— Ce ne sont pas des domestiques, puisqu'il n'en a pas ; et lui-même, malade, ne peut se rendre aucun service. Vous, au contraire, mes enfants, qui avez un appartement confortable, des vêtements chauds, des gâteries et des joujoux, que vous devez uniquement à la bonté de votre oncle Léon, il vous faut respecter et aimer doublement votre père, pour le dédommager d'être ici, malade, sans famille et sans fortune.

Sans doute le cadet ne comprit guère cette douce et sage leçon, mais l'aîné, d'un air confus, vint tendre ses belles joues à l'artiste tout ému.

— Merci, madame, murmura celui-ci ; vous avez toutes les charités !

— Et, maintenant, reprit Geneviève, comme il est tard, et qu'il nous faut retourner auprès de votre maman, remerciez votre père de vous avoir reçus et demandez-lui la permission de venir le revoir.

Ayant ainsi relevé le prestige paternel dans ces jeunes esprits, Geneviève voulut les emmener pour qu'une trop longue absence n'indisposât pas leur mère.

A son extrême surprise, le malade exprima une dénégation violente, tandis qu'une fièvre subite s'allumait dans ses yeux caves.

— Qu'ils restent ! dit-il avec une brusquerie sur-

prenante dans cette nature affaissée. Qu'ils restent !

— Vous ne réfléchissez pas... s'écria la jeune femme.

— J'en suis assez sevré. A chacun son tour ! Lucy l'a pris, moi je les garde.

— Ici ?... — Ici.

— Mais, malheureux père, je me suis engagée à les rendre à leur mère, moi.

— Que m'importe !... — C'est ma parole qui est en jeu.

— Et moi, c'est mon autorité. Qu'ils restent !

Ce disant, il se jeta à bas du lit où sa faiblesse le contraignait à s'étendre et apparut debout, enveloppé d'une vieille robe de chambre, décharné, livide, effrayant à voir.

Mme Carvès ramena dans les plis de sa robe les petits tout ahuris de cette sortie véhémement, et doucement, les protégeant d'une main, essayant de l'autre de retenir le malade très-agité, elle regagna la porte.

Mais, au moment où les gentils visiteurs allaient s'engouffrer dans l'escalier noir, le père affolé par le mal, par les privations, par les souffrances morales, sentit jusque dans ses entrailles l'indicible souffrance de la séparation, avec une intensité telle que, bondissant jusqu'aux enfants, par un élan de ferveur, il les saisit comme une proie et les rapporta dans la chambre, sous les yeux épouvantés

de Geneviève.

De plus en plus effrayés en face de cette violence, les petits jetèrent un cri, et cherchèrent à dénouer la vivante étreinte.

— Laissez-nous, papa !... Papa, lâche-moi !

Lui, serrait plus fort sur sa poitrine avide le trésor retrouvé, qu'on entendait si vite lui reprendre :

— Vous ne les emmènerez pas ! disait-il avec une exaltation croissante. Ils sont à moi !... Qu'elle vienne me les reprendre, si elle le peut !

Geneviève essaya de raisonner ce malade d'esprit, cet affaibli de corps, ce navré, ce révolté. Éloquence inutile. L'entêtement de l'artiste grandissait avec les observations et les prières de sa bienfaitrice.

Dans sa sauvage résolution de garder ses enfants, se devinait un caractère autoritaire, que le beau ténor mélancolique, satisfait et égoïste de « la Maison-Ronde » n'avait jamais fait entrevoir, et dont la manifestation brutale ne devait être attribuée qu'à un accès de délire.

La paternité déçue dans ses espérances, trompée dans son orgueil, froissée dans ses plus légitimes instincts, causait ce dangereux réveil.

La crise violente ne fut pas de longue durée.

La fureur tomba. L'attendrissement reparut ; mais la volonté ne se modifia pas.

Ses fils étaient son bien dont on voulait le frustrer ; il voulait reprendre ce bien, à la façon des

» A-t-on étouffé l'affaire ? Espère-t-on que l'oubli se fera ? Est-il décidé au pouvoir d'un député d'enrayer et même d'arrêter le cours de la justice ?

» Nous voudrions recevoir un communiqué de M. le garde des sceaux nous apprenant que le protégé de M. Borriglione n'est pas au-dessus des lois. »

On lit dans l'Union :

« Est-il vrai qu'un terrain étant à vendre auprès du Saint-Sépulchre, la Turquie, contrairement aux traités assurant la préférence à la France, l'a fait, malgré notre demande répétée, cédé à la Russie ?

» Est-il exact que M. de Noailles, n'ayant obtenu aucune réponse à une première note, en ait envoyé une deuxième conçue en termes plus énergiques ?

» Enfin, quelle est la réponse de la Turquie à cette seconde note ?

» Il est douloureux d'avoir à constater à quel amoindrissement d'influence la République expose la France, même sur cette terre d'Orient, où naguère notre influence était incontestée.

» Au dehors comme au dedans, la déchristianisation consomme l'abaissement de notre patrie. »

AFFAIRES D'ÉGYPTÉ.

Un télégramme, adressé de Vienne au Times, dit que les négociations diplomatiques relatives à la question d'Égypte n'ont point fait un pas depuis plusieurs jours.

Le gouvernement anglais n'a pas encore jugé à propos de faire aux puissances la moindre communication relativement à ses intentions.

Les puissances se sont, de leur côté, abstenues de poser des questions. De sorte que, diplomatiquement parlant, la situation est absolument la même qu'au lendemain de la bataille de Tel-el-Kébir.

D'un autre côté, le Morning Post croit savoir que, bien qu'aucune proposition particulière n'ait été faite à l'Angleterre relativement à la prochaine organisation de l'Égypte, la plus parfaite entente règne entre les cabinets de Londres et de Berlin.

Une commission spéciale va être chargée d'élaborer un projet d'administration financière de l'Égypte.

De son côté, et tout en écartant l'idée du protectorat ou de toute autre combinaison de nature à porter atteinte aux droits du Sultan, le gouvernement étudie un projet ayant pour but d'assurer de la manière la plus complète la sécurité et la liberté du canal de Suez.

Il est bon, toutefois, de ne pas perdre de vue que, pour atteindre ce but, il faut également assurer la sécurité du canal d'eau douce jusqu'au Caire.

L'entente parfaite qui existe entre les cabinets de Londres et de Berlin, ajoutée le Morning Post, implique une entente analogue avec les gouvernements de Vienne et de Rome.

conquérants, et célébrait sa victoire avec une fougue expansive, un déluge de paroles tendres et de larmes, qui finissait par le rendre touchant aux yeux mêmes de celle qu'il compromettait le plus gravement.

En effet, qu'allait faire Geneviève, en face de cette volonté malade si nettement exprimée ? Qu'allait penser Lucy, lorsque, les heures s'écoulant, elle ne verrait reparaître ni les enfants, ni la gardienne à qui elle les avait confiés ?

La pauvre femme fit une tentative dernière, parlant de sa responsabilité, de la mission charitable entreprise si vaillamment et qui menaçait de finir si mal.

Mais une faible digue arrêta-t-elle le torrent débordé ? Sa voix suppliante arrivait-elle même à l'oreille tout emplies des bruits de fièvre et de passion ?

Désespérant de rien obtenir, Geneviève se consulta rapidement. Demander des secours chez elle serait inutile, Jacques Ferrat n'était point, à pareille heure, encore rentré de son imprimerie.

Mieux valait implorer l'assistance de la concierge, dont les bras robustes valaient ceux d'un homme.

Rassurant les enfants d'un seul mot : « N'ayez peur, je reviens », la jeune femme descendit en flèche l'étroit escalier, en appelant d'un accent troublé :

La France insiste pour le maintien du statu quo ante; cette prétention rend les négociations extrêmement difficiles.

Le Standard constate que l'Angleterre ne pouvant se permettre d'agir seule en diplomatie, comme seule elle a fait la guerre, a besoin d'alliés, et il se demande où elle en trouvera.

Nous ne voudrions pas, continue le Standard, oublier ni méconnaître les anciens traités qui nous lient à la France, mais il ne faut pas que ce sentiment nous aveugle au point de nous les faire renouveler.

L'accord anglo-français en Égypte ne pourrait que nous embarrasser et nuire par cela même aux intérêts français que les hommes d'État de la République doivent avoir à cœur de protéger.

D'autre part, rétablir le contrôle commun serait offenser les autres puissances européennes. Notre choix est donc facile à faire : nous devons nous présenter comme les protecteurs des institutions égyptiennes avec le consentement et la bienveillance de l'Europe, ou bien faire de la France notre associée, c'est-à-dire l'avoir seule pour alliée. Dans ces conditions, nous ne saurions hésiter.

ÉTRANGER

On sait, et M. de Bismark a fait un jour à la tribune du Reichstag allusion à ce fait, que l'avenir de la famille royale d'Italie, qui est soumise, elle aussi, à la loi salique, repose sur un très-petit nombre de têtes princières.

Le roi Humbert n'a qu'un fils de santé délicate; son frère, le duc d'Aoste, ancien roi d'Espagne, en a trois, mais en bas âge. La branche de Carignan s'éteindra avec le prince Eugène de Savoie, âgé aujourd'hui de 66 ans, et qui n'a point de postérité. C'est donc un événement assez important au point de vue dynastique que le prochain mariage du seul représentant de la branche cadette de Gênes, issue du second fils de Charles-Albert.

Le prince Thomas-Victor, duc de Gênes, cousin-germain du roi, est âgé de 28 ans et sert dans la marine italienne. Il vient d'être fiancé à Munich à la princesse Marie-Elisabeth-Louise de Bavière, née le 31 août 1863, au château de Nymphenbourg, fille de feu le prince Adalbert de Bavière et d'Amélie de Bourbon, infante d'Espagne, nièce du roi François d'Assise.

LES DISPOSITIONS DE LA PORTE.

Les nouvelles de Constantinople sont mauvaises pour l'Angleterre. La Porte refuse de signer un traité avec la Grande-Bretagne et de lui donner carte blanche en Égypte. Le Sultan se tiendra sur la réserve et ne participera à aucune des négociations qui vont avoir lieu entre le cabinet de Londres et les puissances européennes. En outre, le Pacha déclare hautement qu'il n'a aucune sympathie pour le Khédive; cela ne veut pas dire que Sa Hautesse soit favorable à Ismail.

— Madame Péchu ?... Madame Péchu ?

Rien ne répondit. Par une fatalité singulière, l'amie de Marianne ne se trouvait pas dans la loge.

Geneviève, désolée de cette constatation, se hasarda jusque sur le trottoir en appelant toujours.

Un homme s'y trouvait, appuyé au revers, dans l'attitude de l'attente, lequel, reconnaissant sa voix et l'apercevant elle-même dans l'encadrement de la porte, s'avança vivement :

— Qu'avez-vous, Geneviève ?... Vous êtes effrayée ?...

— Léon !... oh ! quelle rencontre !

— Auriez-vous à me parler ?... Puis-je vous être utile ?

Elle n'hésita pas.

— C'est Dieu qui vous amène ! Montez avec moi.

— Ce qui m'amène, c'est mon désir de vous revoir et de vous parler, Geneviève.

— N'importe. Montez, je vous prie.

— Chez vous, n'est-ce pas ?... Près de Jeannine ?

— Non, certes, fit-elle avec effroi.

Léon eut un sourire amer.

— Où, alors ?

— Chez le père des enfants.

— Pourquoi ? Qu'y a-t-il ?

— Il ne veut plus les rendre.

— Montons, dit Léon vivement.

(A suivre.) CLAIR DE CHANDENEUX.

Pacha, bien au contraire; mais la politique de la Porte tient tout simplement à rendre la situation de Tewfik impossible et à amener un changement de dynastie.

Quant aux corps de gendarmerie, la Porte a déjà fait connaître que les Turcs, qu'ils soient Albanais ou non, qui s'engageront sous les ordres de Baker-Pacha, seront considérés comme des traîtres au Sultan.

La surexcitation contre l'Angleterre va en augmentant à Constantinople. Le Sultan refuse de recevoir lord Dufferin qui lui a demandé deux fois audience depuis quatre jours.

Suivant la Gazette (officielle) de la province d'Irkoutsk, on vient de découvrir 21 nouvelles mines d'or dans la Sibérie orientale.

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 5 octobre.

La Bourse est toujours bien disposée, la hausse se fait non d'une manière brusque, mais à coup, elle a donc des chances nombreuses pour durer plus longtemps.

L'ensemble du marché de nos rentes est ferme : 3 0/0, 81.65 et 81.75; amortissable, 82 et 82.02; 5 0/0, 116.35.

Le bilan de la Banque de France est satisfaisant, l'encaisse or est en diminution de 5,308,000 et l'encaisse argent de 4,350,000.

Les bénéfices de la semaine sont de 1,204,000 fr. Les actions ont été traitées de 5,475 à 5,490.

La Banque de Paris est demandée à 1,160.

L'action du Crédit Foncier de France est très-demandée à 1,455. L'action étant maintenant entièrement libérée, ce cours correspond à celui qui était coté lorsqu'il y avait encore 100 fr. à verser par action. Une des conditions du traité d'absorption de la Banque Hypothécaire est que les sociétés de crédit qui avaient créé la Banque Hypothécaire ont acheté à celle-ci, à un taux considérablement rémunérateur, 65,000 obligations hypothécaires. Le bénéfice à provenir de cette opération constituera une provision pour les frais éventuels.

Les actions des Magasins Généraux de France et d'Algérie se négocient à 525. A ce cours les capitalistes avisés se hâtent d'acheter.

La Banque Centrale de Crédit est activement demandée à des cours excellents pour les acheteurs.

A 637.50 on traite l'action du Crédit Lyonnais.

La hausse de la Franco-Egyptienne s'accroît à 697.50.

Le Suez est calme à 2,645.

Les valeurs internationales sont fermes.

Seul le Turc faible au début reprend quelque peu à 13.40.

L'Égypte 6 0/0 reste à 358.75.

La Banque ottomane s'avance à 825.

Lyon, 1,660; Nord, 2,040.

Chronique Locale et de l'Ouest.

LE CHATEAU DE JALESNES ET SES SEIGNEURS.

M. Armand Parrot nous adresse la lettre suivante qui ne nous apprend rien de nouveau, mais qui doit terminer le débat :

Angers, le 3 octobre 1882.

Monsieur le Directeur de l'Echo Saumurois,

Dans votre journal du 26 septembre, vous avez publié une lettre de M. le comte Urbain de Maillé, en réponse à celle que j'avais eu l'honneur de vous adresser le 19 du même mois.

Mon intention, je m'empresse de vous le déclarer, n'est pas de continuer une polémique qui pourrait devenir fastidieuse pour vos lecteurs, ainsi que pour la famille de Maillé, que je tiens en grande estime, quoique je ne sois en relation avec aucun de ses membres. Les lignes suivantes seront les dernières qui, de mon côté, se rattacheront au petit conflit que M. Urbain de Maillé a élevé entre lui et moi, au sujet de ma notice sur LE CHATEAU DE JALESNES ET SES SEIGNEURS.

D'abord, je me fais un devoir de reconnaître l'erreur que M. de Maillé m'a signalée au sujet de son aïeul, qui fut aide-de-camp du général Gouvion Saint-Cyr, et non pas son bisaïeul; mais, en même temps, je maintiens ce que j'ai avancé en ce qui concerne l'acquisition de l'abbaye du Loroux, comme bien d'église, devenu bien national, que le marquis Charles-Henri-François de Maillé de La Tour-Landry a acheté pour lui et pour ses descendants.

Si le marquis avait acquis réellement, comme on le dit, l'abbaye et les trois métairies qui en dépendaient, dans le but unique de les rendre aux moines aussitôt que les circonstances le lui permettraient, il se serait acquitté de cet engagement avant de mourir, n'étant décédé qu'en 1845, à l'âge de 90 ans. Car, sous l'Empire, la Res-

tauration ou la Monarchie de Juillet, n'aurait pu facilement, s'il l'eût voulu, réintégrer les cisterciens dans leur antique demeure. Mais il n'en eut jamais l'intention; la preuve c'est qu'il laissa tomber en ruine le monastère et que dans ces ruines il se contenta de loger, par charité, les trois ou quatre moines sécularisés qui n'étaient autres que les anciens propriétaires. Ces pauvres cisterciens, qui avaient connu le bien-être et l'opulence, se résignèrent et disparurent successivement comme les voûtes de leur monastère. Les ronces abritaient maintenant leurs tombes oubliées, et l'orfèvre poussa la nuit des cris lugubres et plaintifs au milieu des quelques pans de murs crévassés et des colonnes brisées, qui rappellent que la foi le moulier par excellence, l'abbatia oratorum du comte d'Anjou, Fouques V.

En 1837, un château de style italien fut construit sur le sol de l'abbaye, dont il prit le nom; il est venu affirmer de nouveau, par sa présence, que jamais le marquis Charles-Henri-François de Maillé n'avait eu l'intention de rendre à l'ordre de Cîteaux une de ses maisons les plus anciennes et les plus remarquables.

Si j'insiste sur le mode d'acquisition de l'abbaye du Loroux, ce n'est pas pour froisser les susceptibilités de la famille de Maillé, mais uniquement pour rendre à un fait historique son véritable caractère. L'acquisition a été faite par le marquis de Maillé pour en jouir sans réserve, comme ont fait tous les acquéreurs de biens nationaux, qui se sont enrichis aux dépens de ceux qui ont été dépossédés de leurs propriétés.

A l'égard de la lettre que vous avez publiée le 27 septembre, et qui est signée HABITANT DU CANTON DE LONGUE, je m'empresse, Monsieur le Directeur, de vous déclarer que je n'y répondrai pas, parce que je dédaigne trop les hommes qui se cachent visages sous le voile de l'anonyme, lorsqu'ils veulent entrer en lice dans une polémique. M. Urbain de Maillé était bien de force à fendre seul sa cause; il aura été le premier, j'en ai la ferme conviction, à reconnaître qu'il n'avait nul besoin de la plume d'un courtisan, qui a sans doute voulu s'acquitter de quelques bienfaits par un écrit servile.

Je compte sur votre obligeance, Monsieur le Directeur, pour accorder une petite place à ma lettre dans votre journal, et je vous prie de bien vouloir agréer, etc.

ARMAND PARROT.

REMISE DES LIVRETS.

Classes de 1868, 1873 et 1877. — Les hommes des catégories désignées ci-dessous sont prévus qu'ils devront déposer leur livret individuel à la mairie de leur domicile ou de leur résidence à partir du dimanche 30 novembre prochain jusqu'au dimanche 7 décembre suivant :

1° Tous les hommes des classes de 1868 et 1873 sans exception;

2° Les hommes de la classe de 1877, à l'exception de ceux de la 1^{re} portion, lesquels ont quitté le service actif porteurs de leur livret en règle.

Nota. — Les hommes ayant contracté l'engagement conditionnel dans le courant de l'année 1878 sont de la classe 1877.

En conséquence, les livrets des hommes désignés ci-dessus seront pris à la mairie par la gendarmerie et adressés par elle au bureau de recrutement pour y faire établir les certificats de passage ou les ordres de route; ils seront renvoyés à la gendarmerie, qui les remettra aux intéressés.

Les hommes qui ne se conformeront pas aux prescriptions du présent avis seraient passibles de punitions disciplinaires.

Avis important. — Les hommes sont venus qu'ils doivent toujours réclamer un reçu (récépissé modèle n° 8) lorsqu'ils remettent leur livret à la mairie ou à la gendarmerie.

Le bruit se répand, mais nous ne le produisons que sous toutes réserves, que la Compagnie dite des Allumettes renoncerait au bénéfice du monopole qui lui a été attribué par l'Etat, et qu'un grand nombre de ses ateliers serait déjà en chômage. De son côté, le gouvernement, renonçant au bénéfice de seize millions qui lui sont payés annuellement par ladite Compagnie, dégrèverait d'autant nos charges contributives et rendrait à l'industrie privée la libre fabrication des allumettes, qu'elle n'aurait jamais dû abandonner. Nous reviendrons enfin au régime des allumettes qui s'allument.

la faïence confirme, tous les fumeurs béniront le ministre qui nous rendra, avec le bon vieux temps, le bon marché et la qualité tout à la fois. (Patriote.)

L'HABILLEMENT DES FACTEURS.

Depuis 1881, il est alloué à chaque facteur une indemnité annuelle de 30 fr. à titre de frais de chaussures.

En 1882, une somme de 511,000 fr., mise à la disposition du ministre des postes et des télégraphes, va permettre de fournir la plus grande partie de l'uniforme réglementaire aux facteurs de ville, et de commencer l'habillement des facteurs locaux et ruraux.

Le budget de 1883 prévoit une nouvelle dépense de 800,000 fr. destinée à compléter l'habillement des facteurs ruraux, et à compléter celui des facteurs locaux.

Enfin, en 1884, il sera demandé aux Chambres une nouvelle somme de huit cent mille francs, au moyen de laquelle il sera fourni aux facteurs de ville et aux facteurs locaux les effets nécessaires pour compléter leur équipement.

En dehors des effets annuels, l'uniforme des facteurs comporte un manteau renouvelable tous les cinq ans. Un crédit supplémentaire égal au cinquième de la dépense totale a été ouvert, en 1882, au département des postes et télégraphes. La reprise de ce crédit au budget des exercices ultérieurs permettra de munir d'un manteau, en cinq années, tous les facteurs, et d'assurer le renouvellement quinquennal de cet effet d'habillement.

La fourniture des manteaux va commencer immédiatement par les facteurs des départements dont la température est la plus froide; elle sera continuée en 1883, 1884, 1885, et terminée en 1886, par les départements où le climat est le moins rigoureux.

Ville de Doué.

La FOIRE dite de la Saint-Denis aura lieu, à Doué, lundi prochain 9 octobre, et non le 16, ainsi que l'ont indiqué plusieurs calendriers.

ANGERS.

Un peu de réclame. — Depuis quelques jours, on peut apercevoir un splendide omnibus qui porte écrit sur deux de ses côtés: Lycée d'Angers. Ce véhicule est destiné au transport des élèves de l'établissement universitaire.

A côté du cocher est installé un surveillant d'étude vulgairement appelé pion, qui, chaque fois qu'un des transportés fait du bruit, frappe violemment de sa canne le dessus de la voiture.

Nous proposons à M. le proviseur de faire installer un orchestre sur l'impériale qui demeure vide; la voiture pourrait s'arrêter de temps à autre, le pion ferait un boniment pour recruter des élèves.

Ce moyen pourrait peut-être épargner à notre Lycée de voir diminuer le nombre de ses écoliers. (Étoile.)

LE COUREUR ANGEVIN.

Le coureur angevin, Henri Lejeune, vainqueur du coureur gascon, n'a pu obtenir que celui-ci payât son pari de 1,000 fr. Le fameux Calvayrac est parti pour Nantes, où il va courir dimanche prochain; il a même refusé à Lejeune de l'accepter pour concurrent, sous prétexte qu'il y en a déjà un engagé pour cette course. Mauvais prétexte.

On ne doit pas non plus compter sur une revanche, comme on l'avait annoncé; le coureur gascon ne s'en soucie pas.

Somme toute, la Gascogne est battue par l'Anjou, et la victoire nous reste acquise.

Voici la lettre que M. Lejeune a adressée au Courrier d'Angers:

Angers, le 3 octobre.
Monsieur le Rédacteur,
J'ai entendu dire par quelques personnes que vous croyiez généralement que je m'étais entendu dimanche dernier avec l'Homme-Vapeur et que la course n'avait pas été sérieuse.
Voici la vérité:
Je n'ai pas tardé à prendre une grande avance sur mon adversaire. C'est alors que M. Calvayrac m'a dit qu'il était malade et qu'il m'a demandé si je voulais bien lui laisser l'honneur de la journée. J'ai répondu que j'aimerais mieux mourir sur la piste que de ne pas être le vainqueur.
J'accepte de lui donner une revanche dimanche prochain 8 octobre, mais à la condition qu'il n'y aura pas de barrière à sauter.
Le public peut compter que depuis le commen-

cement de la course jusqu'à la fin je ferai tout mes efforts pour qu'il soit souvent question du Coureur Angevin.

LEJEUNE René, horticulteur, bourg Saint-Léonard.
L'infatigable Champion de France.

Le Patriote a reçu la lettre suivante:

Monsieur le Rédacteur,
Dimanche dernier, ainsi que vous l'avez raconté dans votre journal, j'ai battu à la course M. Calvayrac, qui se qualifie d'Homme-Vapeur.

M. Calvayrac s'engageait, sur ses affiches, à donner à son vainqueur une somme de mille francs. Je l'ai battu de 8 tours. J'en ai fait 62 et M. Calvayrac n'en a fait que 54.

Je croyais qu'il tiendrait ses engagements et même je lui offrais une revanche pour dimanche prochain.

Il ne veut pas me payer et il refuse la revanche.

Il doit courir à Nantes dimanche; il est bon d'avertir les coureurs nantais de lui faire déposer l'argent avant la course.

J'ai bien l'honneur de vous présenter mes salutations.

René LEJEUNE,
Dit l'Homme-Métore, horticulteur à Saint-Léonard.

Angers, le 4 octobre 1882.

A PROPOS DU MANUEL P. BERT.

Dans la commune de C..., aux environs d'Angers, quelques parents, voyant qu'on avait mis entre les mains de leurs enfants le manuel de P. Bert, allèrent trouver l'instituteur pour qu'on cessât d'enseigner cette morale républicaine.

L'instituteur n'obtempéra qu'en maugréant, ou même n'obtempéra pas du tout.

Toujours est-il, qu'à ce sujet, on nous rapporte, dit l'Étoile, un joli mot du fils de Monsieur l'Adjoint. Voyant un de ses camarades, dont le père se trouvait parmi les opposants: « Ton papa, lui dit-il, ne veut pas que tu lises dans le livre républicain, mais, mon papa, à moi, veut que tu lises dedans. »

Eh bien! que dites-vous, amis lecteurs, de la neutralité des écoles sans Dieu?

Un triste accident vient de jeter le deuil dans une honorable famille de la commune de Saint-Léger-des-Bois (arrondissement d'Angers), les époux Greffier, de la ferme de la Gohardière.

Vendredi dernier, le plancher du grenier s'est effondré sur la chambre à coucher où était endormi, dans son berceau, le petit Joseph Greffier, âgé d'un an. La mère, qui se trouvait dans la cuisine, accourut au bruit, et retira son enfant de dessous les décombres qui l'étouffaient. Malheureusement, l'asphyxie était presque complète, et, malgré les soins qui lui furent prodigués, le petit garçon a rendu le dernier soupir au bout de trois quarts d'heure.

On lit dans le Pays:

« Le tribunal de la Seine vient de rendre son jugement dans le procès que M. Laloue, propriétaire du journal la France, s'était permis d'intenter à M. Wilson, le gendre de M. Grévy. »

« Il s'agissait de savoir si M. Wilson, tout gendre qu'il était de M. Grévy, avait le droit de créer un journal qui s'appelait la Petite France. »

« Le sieur Wilson (pour parler la langue de la procédure) avait lancé une circulaire au pays tourangeau, pour solliciter de ses amis politiques la création par souscription d'un petit journal à un sou qui devait s'appeler la Petite France. Là-dessus, défense du sieur Laloue (même langue) d'usurper, en le rapetissant, le titre d'un journal dont il était propriétaire. »

« M^e Gatineau plaidait pour la France et M^e Senort pour la Petite France. »

« M^e Gatineau a raconté avec une verve mordante l'épisode des 300,000 circulaires voyageant en franchise sous le cachet de la présidence. »

« Le sieur Wilson a été condamné à se voir interdire pour son journal mort-né le titre de la Petite France, en tous les dépens et à 4 francs de dommages pour le préjudice causé au sieur Laloue. »

Malgré cette condamnation, M. Wilson fait annoncer dans l'Union libérale que son nouveau journal paraîtra le 5 novembre, sous le nom de la Petite France.

Sans doute M. le président de la commission du budget fait appel de la sentence du tribunal de la Seine; car, nous ne pouvons supposer qu'il se moque de la justice.

CHRONIQUE MUSICALE.

La nouvelle direction a été heureuse dans le choix de sa pièce de début à Saumur. Si j'étais Roi — qui date de trente années — est une des meilleures et des plus attrayantes partitions d'Adolphe Adam, ce compositeur à l'esprit charmant, à la verve intarissable.

Lundi soir, pour l'ouverture de la saison théâtrale, notre salle de spectacle retentissait des accents de cette musique si vive, si gaie, si alerte, si ravissante. Le public, venu en foule, était sous le charme des gracieuses et poétiques mélodies, aujourd'hui populaires, et accueillait avec sympathie les interprètes auxquels il prodiguait ses applaudissements.

A cette occasion, nous croyons devoir emprunter au spirituel auteur du Châlet quelques lignes consacrées par lui à Si j'étais Roi, dans l'autobiographie qu'il a publiée:

« Pour la réouverture (du Théâtre-Lyrique) en 1852, d'Ennery et Brésil avaient proposé à Seveste un sujet indien, Si j'étais roi, pièce en trois actes qui exigeait du développement et de la mise en scène, demandant que j'en fasse la musique. Je refusai et je priai Seveste de faire écrire cette partition par Clapisson, dont j'aimais le talent, et qui depuis fort longtemps n'avait pas eu d'ouvrage représenté. Mais Clapisson s'occupait d'une pièce en trois actes pour l'Opéra-Comique, les Mystères d'Udolphe, et y comptait; il fallait faire Si j'étais roi vivement; on était alors au 20 mai et le théâtre devait ouvrir du 1^{er} au 5 septembre. Il ne voulut pas se charger du travail. Seveste revint chez moi quelques jours après, fort tourmenté. »

« — J'ai été, me dit-il, chez tous les jeunes compositeurs qui crient tous contre vous, prétendant que vous les empêchez d'arriver. Pas un n'a un ouvrage terminé, et ils ne peuvent, disent-ils, en finir un pour l'ouverture. Je vous en supplie, tirez-moi de là; je suis au désespoir, et je ne sais que faire si vous n'écrivez pas Si j'étais roi. »

« Il fallait opter entre la ruine du directeur et les cris de nos jeunes confrères, qui, malgré leur refus, ne manqueraient pas de tomber sur moi. Il n'y avait pas à hésiter. Je dis donc à Seveste d'être tranquille. »

« — Mais, il faut que le 15 juin on entre en répétitions, me dit-il. »

« — Eh bien, assemblez vos artistes pour le 15 juin, voilà huit jours que vous perdez en courant. Il faut rattraper le temps perdu. »

« Effectivement, je me mis au travail le 28 mai; le 9 juin le premier acte était terminé; on répétait le 15 juin, et le 31 juillet toute une partition était écrite et orchestrée. »

« Pour cela j'avais pris un congé, on répétait sans moi. »

« Je fus chez de bons amis à Andressy, la campagne n'est bonne, selon moi, que pour travailler, parce qu'on y est tranquille. Là, on me dressa ma petite table sous un bosquet, je m'y mettais dès le matin et j'y restais toute la journée, n'étant interrompu dans mon travail que par ma petite fille Angèle, qui venait m'embrasser; cela me délassait. »

« Je terminais dans cette retraite mon troisième acte et mon orchestration. »

Si j'étais Roi, qui vient d'accomplir son sixième lustre, ne fait certes pas moins de plaisir qu'à l'époque de son apparition. Cette œuvre est aussi amusante qu'agréable à entendre; tout invraisemblable qu'il soit, le livret plaît et intéresse; certaines scènes sont acclamées.

Le théâtre de Saumur a donc rouvert ses portes sous les meilleurs auspices, avec des artistes que la presse angevine avait déjà fait connaître.

La première impression a été on ne plus favorable.

L'orchestre, d'abord. Toujours composé de musiciens d'élite, de solistes distingués de la célèbre Association artistique d'Angers, il a continué de faire merveille sous l'habile direction de M. Gustave Lelong.

Telle qu'elle s'est montrée à nous, la troupe d'opéra semble posséder tout ce qu'il faut pour une réussite complète.

C'est avec satisfaction que les habitués ont revu M. Gustave Pellin, l'excellent ténor qu'ils avaient applaudi, à côté de M^{lle} Hasseimans, pendant la saison 1877-78. Cet artiste, lauréat du Conservatoire en 1874,

avec MM. Vergnet, Manoury, Taskin et Caisso, fut l'un des bons élèves de la classe de M. Mocker. Depuis qu'il nous a quitté, M. Pellin a chanté sur de grandes scènes, notamment à Nantes, à la saison dernière, où son talent a été justement apprécié.

Lundi soir, il a suffi à notre ténor de paraître et de faire entendre quelques notes pour conquérir, de nouveau, la faveur du public. La voix de M. Pellin a pris de la force, de l'étendue, tout en conservant sa douceur. C'est un artiste d'un mérite incontestable; sa méthode est exquise de distinction et de sensibilité; dans le rôle de Zéphoris, il a déployé toutes les qualités qui constituent un grand chanteur.

M^{lle} Marie Redouté, la jeune prima donna, a également acquis dès son apparition les suffrages de l'auditoire. C'est une bonne et charmante princesse Némée. Elle peut compter sur de nombreuses ovations à Saumur comme à Angers. Rarément nous avons applaudi, au moment des débuts, une cantatrice de cette valeur.

M. Gehlyns, le baryton, a montré du talent dans le rôle de Mossoul; il a fort bien dit la romance du premier acte et le brindisi du deuxième.

La seconde basse, M. Charles Isaac, jouit un rôle de première basse, celui de Kadoor; il a été supérieur aux artistes engagés d'ordinaire pour son emploi. D'ailleurs, M. Isaac avait déjà parfaitement représenté, à Angers, le personnage de Méphistophélès.

M. Félix Constance, deuxième ténor, a joué et chanté avec beaucoup de verve et d'entrain le rôle de Piffear, et M^{lle} Danglade, première dugazon, a été très-gracieuse sous les traits de Zélide.

N'oublions pas les chœurs qui ont fait preuve d'une sûreté d'attaque, d'une justesse d'intonation et d'un ensemble dont le public s'est montré aussi surpris que satisfait.

Un des grands attraits du spectacle était l'apparition du ballet-divertissement, innovation due à MM. Pellin père et Serin, qui a été accueilli avec un enthousiasme extraordinaire. Les gracieuses ballerines, et surtout les trois premières danseuses, M^{lles} Laura, Elisa et Hélène Lauters, ont été fort applaudies; mais M. Rougier, maître de ballet, par ses bonds fantastiques et ses pirouettes vertigineuses, a transporté la salle. Tout le monde redemande le ballet des Incroyables.

Après une telle soirée et avec de pareils éléments, nous ne pouvons que bien augurer de la campagne théâtrale.

Si l'on peut compter sur d'attrayants spectacles, ne serait-il pas désirable que notre municipalité fit l'acquisition de quelques décors? Certaines toiles, des arbres exotiques, sont devenus indispensables aujourd'hui pour offrir un cadre en harmonie avec les sujets représentés. A propos de décors, on a vu lundi que tout ne marchait pas comme sur des roulettes. On ferait bien de veiller à ce que de semblables incidents ne puissent se renouveler. L. D.

Théâtre de Saumur.

Direction de MM. GASPARD PELLIN et PAUL SERIN

LUNDI 9 octobre 1882.

LE PROCÈS VAURADIEUX

Comédie en 3 actes, du théâtre du Vaudeville, par MM. Delacour et Hennequin.

Garnet.....	MM. Labranche.
Fauvinard.....	Lamy.
Tardivaut.....	Leprin.
De Bagnolles.....	Mary.
Le commissaire de police.....	Desjardins.
Le secrétaire du commissaire.....	Potier.
M ^{lle} Laiguisier.....	M ^{mes} Damouray.
Césarine.....	Detrass.
Angèle.....	Marie Favreux.
M ^{lle} de Bagnolles.....	Boissigny.
Fanchette.....	Mary Soli.
Thérèse.....	Bonnaud.
Sophie.....	Guiraud.

MAITRE DE CHAPELLE

Opéra-comique en 1 acte, paroles de M^{lle} Sophie Gay, musique de F. PAER.

Barnabé..... MM. Gehlyns.

Benetto..... Lamy.

Gertrude..... M^{lle} Danglade.

LES INCROYABLES

Ballet comique en 1 acte, par M. Rougier.

Ordre: 1^o Le Procès Vauradieux. — 2^o Le Maître de chapelle. — 3^o Les Incroyables.

Bureaux, 7 h. 1/2; rideau, 8 heures.